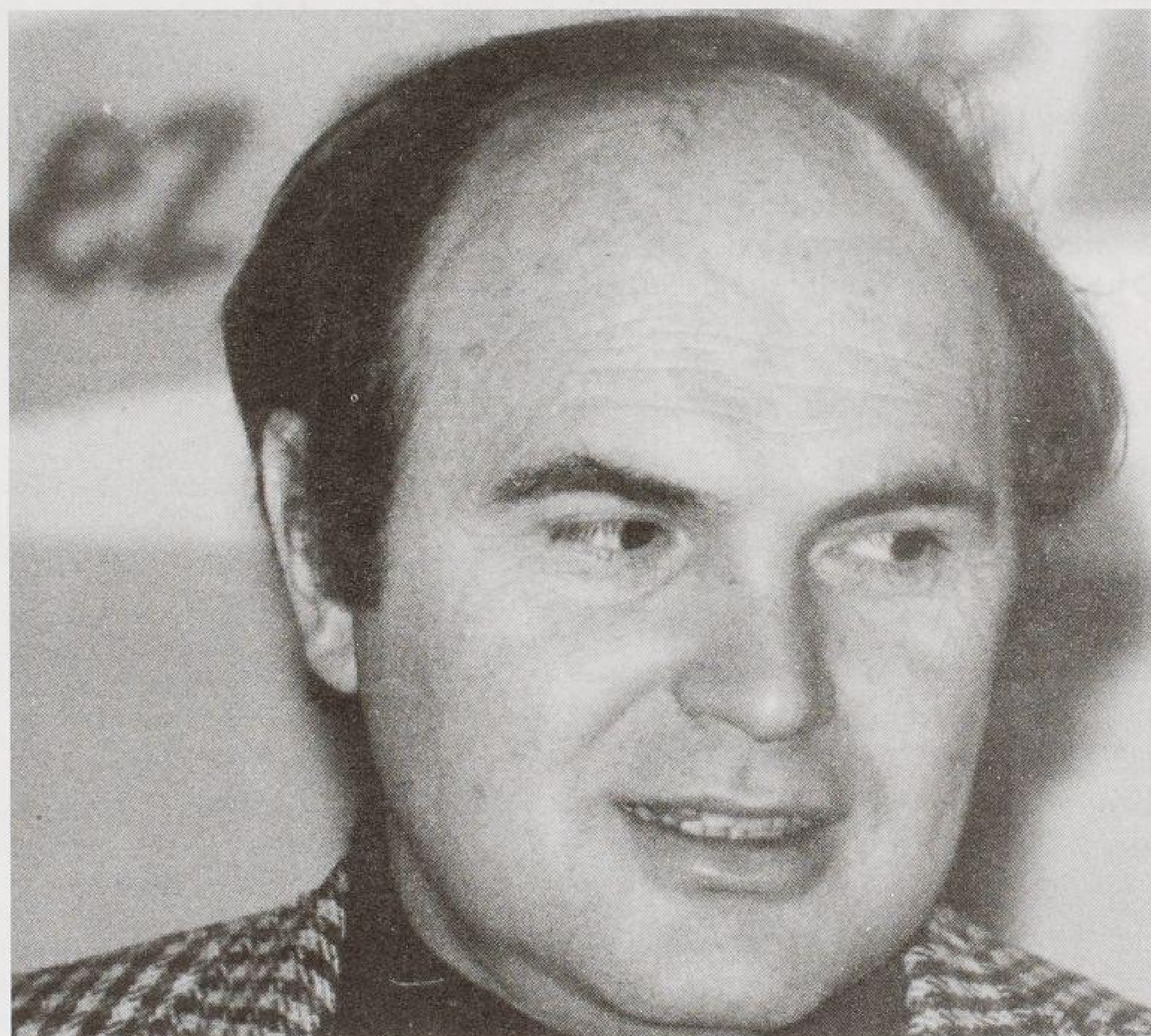
RASSEMBLEMENT DU PEUPLE DE GAUCHE

Jacques CAUQUIL

Directeur d'établissement hospitalier, ancien maire de Labastide-Rouairoux

présenté par le Parti communiste français



« Je mets mon bulletin de vote à votre disposition.
Vous qui avez rejeté il y a cinq mois Maastricht et la politique qui lui est liée,
Vous qui voulez avoir la garantie d'être défendus, quoi qu'il arrive demain,
Vous qui refusez avec moi la dissolution de la gauche et restez attachés à une politique de progrès social.
En l'utilisant par milliers, vous enverrez le 21 mars un message d'espoir !



Suppléante :

Claudie AUGÉ

Maire-adjointe de Labruguière

En vous servant du bulletin de vote qui porte nos noms, vous avez la possibilité de vous faire entendre, de dire que vous voulez que ça change, de vous donner davantage de force pour vous défendre, pour créer le rassemblement le plus ouvert, le plus large de tous ceux qui aspirent à une issue neuve pour la France et pour notre département.

Bien sûr, vous n'êtes pas forcément d'accord avec tout ce que dit et fait le Parti communiste. Nous le savons. **Nous ne ferons pas dire à votre voix autre chose que ce qu'elle aura voulu exprimer.**

Les milliers de voix qui se rassembleront ici pèseront lourd à l'échelle nationale pour appuyer l'exigence de changement réel. Un progrès du vote communiste est le seul élément positif nouveau qui peut sortir de ces élections.

Vous voulez du neuf dans ce pays et dans la politique : nous vous en offrons le moyen.

Elections législatives de mars 1993 - 4e Circonscription du Tarn

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Tout au long de cette campagne, vous avez été très nombreux à me dire votre déception, souvent votre désarroi, parfois votre colère.

Le 21 mars, ce qui vous préoccupe c'est d'exprimer en même temps votre mécontentement et votre volonté de plus de justice, de plus de dignité.

La droite est prête à revenir au pouvoir, sa victoire est considérée comme certaine. Or, il faut le savoir, la coalition RPR-UDF, représentée dans cette circonscription par Messieurs Carayon et Mamy, veut rendre la société française plus injuste et plus impitoyable. Suppression du SMIC, retraite par points, fin du logement social, essor du temps partiel, école publique cassée : c'est tout le projet destructeur de Maastricht qu'elle veut mettre en œuvre aiguillonnée par l'extrême-droite.

Je suis convaincu que la plupart d'entre vous n'adhérez pas à ce projet destructeur. Vous voudriez l'exprimer clairement et vous cherchez le moyen de le faire le 21 mars.

Mais alors, quel vote choisir lorsqu'on se refuse à cautionner la mauvaise politique du gouvernement actuel que le député sortant a - hélas ! - soutenue inconditionnellement ? Je sais que beaucoup d'entre vous, qui êtes des hommes et des femmes de progrès, vivent mal ce dilemme.

Depuis le 17 février dernier, la difficulté est devenue plus sérieuse encore. Ce jour-là, Michel Rocard, approuvé depuis par tous les dirigeants du PS, mais au mépris de l'opinion des socialistes de la « base », a annoncé la dissolution de son parti dans un mouvement avec les écologistes et la droite dite « centriste ». Il a même précisé : « En votant pour nos candidats, vous ne voterez pas pour le PS ».

Voilà pourquoi, avec mon amie Claudie Augé, connaissant l'attachement des électeurs de cette circonscription aux valeurs de progrès, nous nous adressons à vous avec gravité, mais aussi avec confiance.

Comme des milliers d'autres l'ont déjà décidé, ne craignez pas d'utiliser le bulletin qui porte nos noms pour vous faire entendre et vous donner plus de force pour vous défendre.

Vous pouvez le faire même si vous ne partagez pas toutes les propositions, toutes les idées du PCF, sans redouter que votre vote soit récupéré. Nous ne ferons pas dire à ce bulletin autre chose que ce que vous avez envie de dire. C'est le moyen de faire entendre votre voix pour une politique de progrès social nécessaire et possible. Plus nombreux vous serez à le faire, plus fortes seront les chances d'un vrai choix au second tour, et quelle que soit la situation, ces milliers de votes pèseront lourd du bon côté : le votre !

Même si nous n'avons pas eu l'occasion de nous rencontrer, vous pouvez être sûrs que la démarche participative qui a prévalu pour faire notre programme sera celle de notre mandat d'élu.

Dialoguer et travailler ensemble pour avancer dans le respect des différences et de la diversité, telle est et restera la ligne de conduite que Claudie Augé et moi-même mettons déjà en œuvre comme militants et élus. Nous savons que vous êtes désireux plus que jamais de juger les responsables politiques aux actes et pas à partir de leurs promesses. Vous avez bien raison !

Nous faisons confiance en votre lucidité.

Vu, le candidat

VOICI LES PROPOSITIONS QUE NOUS AVONS ÉLABORÉES AVEC VOUS (extraits)

L'EMPLOI : problème majoritaire pour 86 % des Françaises et des Français.
Le drame du chômage n'est pas la rançon du progrès scientifique et technologique. Il n'est pas fatal.
Il est le résultat d'une politique au service de « l'argent-facile ».
Il faut inverser les choses : investir dans l'appareil économique mis au service des hommes.

Dans notre circonscription

- L'industrie du cuir, délainage, mégisserie, maroquinerie, est-elle vouée à disparaître ? Nous nous inscrivons contre ce déclin.

Il est possible de la développer en répondant aux besoins des gens, en augmentant les salaires et la coopération avec les pays sous-développés. Les PME seront protégées contre les prélèvements que leur font subir les grandes banques et leur fiscalité sera réformée.

- L'industrie textile doit faire l'objet de mesures du même type.
- Les unités de sous-traitance de l'automobile, comme Valéo, doivent annuler les licenciements programmés, conformément à la loi d'initiative communiste votée le 23/12/92.
- L'activité du bois sera développée, en conservant les industries de ce secteur, en imposant avec leurs salariés le maintien des emplois et des avantages sociaux.

• Aller vers les 35 heures hebdomadaires sans diminution de salaire (moins 2 heures sur 5 ans, c'est 500 000 emplois en plus).
• Porter le temps de formation de 3 % à 10 % du temps de travail : sur 5 ans, 500 000 emplois seraient créés ou maintenus.

LES SERVICES PUBLICS : facteurs de progrès social. Ils doivent être développés en les libérant de la rentabilité financière qui menace leurs missions d'intérêt général.
Il faut mettre en échec les directives européennes façon Maastricht visant à leur privatisation.

LA PROTECTION SOCIALE : elle doit continuer à reposer sur la solidarité. Les acquis sociaux ne sont pas des « privilèges » mais une avancée de la civilisation.
Pour la financer nous proposons de soustraire le système de santé au marché capitaliste et de taxer les revenus financiers au même taux que les cotisations retenues aux salariés, ce qui rapporterait immédiatement 65 milliards de francs.

« PAS DE PAYS SANS PAYSANS »

Les zones rurales sont gravement menacées par la réforme de la PAC et les négociations du GATT. Notre pays a besoin de son agriculture performante et d'un tissu rural dynamique avec tous les emplois induits, notamment de l'agro-alimentaire.
Avec vous, nous refuserons le « coup de force américain » et lutterons pour faire respecter notre aspiration à vivre et travailler au pays.

UNE POLITIQUE EFFICACE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT doit aller de pair avec une activité industrielle et agricole respectueuse des équilibres écologiques, utilisant des technologies propres, et un aménagement du territoire équilibré.

agi albi - 63 54 10 79 - rc 80 b 104